

Conseil d'Etat	- Raad van State
LEGISLATION	- WETGEVING
8 NOV 1956	
Transmis à M. <i>coördination (.)</i>	
Overgemaakt aan de R.	

L.

L.5262/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de Justice, le 2 juin 1956, d'une mande d'avis sur un projet loi "modifiant le chapitre r du titre VIII du livre 1er Code civil relatif à l'adoption", a donné le 27 juin 1956 avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 2e juni 1956 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "tot wijziging van hoofdstuk I van titel VIII van boek 1 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de aanneming van een kind", heeft de 27e juni 1956 het volgend advies gegeven :

Le projet tend à modifier le chapitre Ier du titre VIII du livre Ier du Code civil, relatif à l'adoption.

Ce chapitre est actuellement l'oeuvre de la loi du 22 mars 1940 et, pour quelques dispositions relatives surtout à la teneur des jugements et arrêts d'homologation, celle de la loi du 21 mai 1951.

+
+ +

Le projet n'apporte aucune modification essentielle au régime de l'adoption . Lorsqu'il remplace des articles entiers de la législation en vigueur, c'est bien plus par souci de coordination qu'en raison de la portée des changements qu'il envisage.

+
+ +

Le projet remplace l'article 344 du Code civil .

Cet article énumère les conditions requises dans le chef de l'adoptant pour adopter. Ces conditions sont maintenues par le projet. Toutefois, celui-ci prévoit une dérogation aux conditions générales dans

.../...

un cas spécial, savoir "lorsqu'il s'agit de l'adoption de l'enfant d'un des époux par son conjoint ou par les deux époux simultanément".

Dans cette hypothèse, le projet ramène l'âge requis pour adopter de 35 ans à 21 ans et la différence d'âge entre l'adoptant et l'adopté de 15 à 10 ans. De plus, il n'exige pas dans ce cas que l'adoptant soit sans descendants légitimes ou enfants naturels reconnus.

Il résulte de l'exposé des motifs qu'un des buts principaux du projet est de permettre d'une manière aussi large que possible l'adoption des enfants naturels, fussent-ils issus d'un commerce adultérin ou incestueux, afin de donner à ces enfants un statut aussi proche que possible de celui d'un enfant légitime. L'adoption confère entre autres à l'adoptant la puissance paternelle avec toutes les conséquences qui en découlent, et, à l'adopté, la vocation successorale.

Sous l'empire de la législation actuelle, l'adoption n'est permise que si l'adoptant n'a ni descendant légitime, ni enfant naturel reconnu, sauf s'il s'agit de l'adoption de cet enfant.

En supprimant cette condition pour l'adoption de l'enfant d'un des époux par son conjoint ou par les deux époux simultanément, le projet permet l'adoption d'enfants naturels après la naissance d'enfants légitimes, et par conséquent au détriment de ceux-ci, notamment du point de vue de leurs droits successoraux.

Par l'article 5 qui modifie l'article 355 du Code civil, le projet cherche à pallier dans une certaine mesure les conséquences préjudiciables que l'article 344 peut avoir pour les enfants nés avant l'adoption. Le correctif qu'il prévoit consiste à obliger le tribunal à convoquer ces enfants avant de procéder à l'homologation de l'adoption, de manière à s'éclairer sur leurs intérêts légitimes.

Les facilités que le projet prévoit pour l'adoption de l'enfant d'un des époux par son conjoint ou par les deux époux simultanément, requièrent la preuve que la personne à adopter soit "l'enfant d'un des époux".

Sauf le cas spécial où le père aura dans l'acte de reconnaissance de l'enfant indiqué le nom de la mère, cas où une jurisprudence fixée interprète l'article 336 du Code civil en admettant que la filiation de l'enfant dans le chef de la mère peut résulter de l'aveu de celle-ci fait par n'importe quelle voie, voire tacitement, la filiation naturelle ne peut dans l'économie du Code civil résulter que d'une reconnaissance faite par acte authentique ou d'un jugement (articles 334 et 341a). La filiation adultérine ou incestueuse dont la loi prohibe l'établissement (article 335) ne pourra, elle, que ressortir accidentellement d'un jugement comme conséquence de l'application d'autres règles légales, telles celles relatives au divorce.

Le projet ne veut sur ce point rien changer. Il s'ensuit que les conditions d'adoption plus favorables qu'il formule ne pourront être invoquées lorsque la filiation de la personne à adopter ne sera pas établie d'une des manières qui viennent d'être rappelées.

+

+ +

L'article 2 du projet remplace l'article 347 du Code civil, qui règle les effets de l'adoption sur le nom de l'adopté.

Selon l'article 347 actuel, l'adoption confère à l'adopté le nom de l'adoptant, en l'ajoutant au sien propre. Si les parties au contrat d'adoption sont d'accord, le nom de l'adoptant peut aussi, dans l'acte d'adoption, être conféré purement et simplement à l'adopté, sans être ajouté à son nom propre. Enfin, si l'adopté et l'adoptant portent le même nom, aucune modification n'est apportée au nom de l'adopté.

Le projet reprend ces dispositions tout en y ajoutant de nouvelles qui visent spécialement l'hypothèse où deux époux adoptent, soit simultanément, soit successivement une même personne. Le projet prévoit que, dans ce cas, "seul le nom du mari est ajouté ou substitué au nom de l'adopté suivant les distinctions établies par les alinéas qui précèdent".

Le texte fort concis ne permet guère de discerner les diverses situations qu'il est destiné à régler . De plus, en se référant à "l'adoption par deux époux soit conjointement, soit séparément" il semble écarter de son champ d'application le cas où la première adoption sera intervenue à une époque où le premier adoptant n'était pas engagé dans les liens d'un mariage avec le second adoptant, ce qui ne correspond pas aux intentions du Gouvernement.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat en s'éclairant des commentaires donnés de la disposition dans l'exposé des motifs et des renseignements recueillis au cours de l'examen du projet, suggère de diviser le troisième alinéa de l'article 347 en trois alinéas et de les rédiger ainsi qu'il suit :

"Lorsque deux époux procèdent conjointement à une adoption, seul le nom du mari est ajouté ou peut être substitué au nom patronymique de l'adopté.

Lorsque au cours du mariage, le mari adopte quelqu'un que sa femme a déjà adopté soit avant, soit pendant le mariage, le nom de la femme est remplacé par le nom du mari dans le nom de l'adopté, à moins que les parties ne conviennent, dans le cas où l'adopté a conservé son nom patronymique, de substituer le nom du mari au nom composé que l'adopté tient de la première adoption.

L'adoption par la femme, au cours du mariage, de quelqu'un qui a déjà été adopté par son mari, est sans effet sur le nom de l'adopté".

.../...

En vertu du 4ème alinéa du nouvel article 347 les parties pourront, en cas d'adoption de l'enfant du mari par son épouse, convenir dans l'acte d'adoption qu'aucune modification ne sera apportée au nom de l'adopté.

Le projet veut ainsi, selon l'exposé des motifs, "permettre aux enfants naturels reconnus et aux enfants légitimes de conserver purement et simplement le nom de leur père malgré l'adoption par l'épouse ou par la seconde épouse de ce dernier".

Il va de soi que cette disposition pourra également recevoir application dans le cas des enfants légitimés par le mari lors d'un précédent mariage, cela en vertu de l'article 333 du Code civil.

Il y aurait intérêt à insérer les précisions fournies par l'exposé des motifs dans la disposition même que le projet veut insérer dans l'article 347. Elle pourrait être formulée dans les termes ci-après :

"En cas d'adoption par la femme, de l'enfant légitime de son mari ou de l'enfant naturel reconnu par lui, les parties peuvent convenir dans l'acte d'adoption, de n'apporter aucune modification au nom de l'adopté".

.../...

Le dernier alinéa de l'article 347 nouveau ne fait aucune distinction entre les adoptions faites avant l'entrée en vigueur de la loi et celles qui auront lieu à l'avenir.

Il s'ensuivra que tous les enfants légitimes dont le père aura été adopté avant l'entrée en vigueur de la loi, recevront de plein droit le nom qui, lors de l'adoption, aura été conféré à leur père.

Si le Gouvernement estimait devoir tempérer les effets de cette disposition à l'égard des adoptions acquises au moment de l'entrée en vigueur de la loi, il importerait d'adapter la disposition à cet effet.

L'article 348, alinéa 2, du Code civil dispose :

"Si l'adoption a été faite par deux époux, les droits indiqués à l'alinéa précédent sont exercés conformément aux règles applicables aux père et mère légitimes".

Le projet ajoute à cette disposition le texte suivant : "Il en est de même si l'un des époux a adopté l'enfant de son conjoint".

"Cette nouvelle disposition, déclare l'exposé des motifs, tend à éviter que l'adoption entraîne pour le parent légitime ou même pour le parent naturel la perte de tous les droits de la puissance paternelle".

En effet, dans l'état actuel de notre droit, l'adoptant est seul investi, à l'égard de l'adopté, de la puissance paternelle.

.../...

La disposition que le projet ajoute à l'article 348 sera d'application immédiate, c'est-à-dire qu'elle s'appliquera aux situations acquises. Ainsi le père qui, à la suite de l'application de l'article 348, aura perdu la puissance paternelle sur son descendant, en reprendra l'exercice aussitôt que la loi sera entrée en vigueur.

+

+ +

L'article 5 du projet remplace l'alinéa 3 de l'article 355 du Code civil.

Cet article règle la phase de la procédure d'adoption, qui se déroule devant le tribunal de première instance et indique en premier lieu à l'alinéa 3, les personnes qui doivent être convoquées pour être entendues par le tribunal.

Le projet y ajoute une nouvelle catégorie de personnes : les enfants de l'adopté, et précise que le tribunal procède à la vérification dont il est chargé "en tenant compte de tous les intérêts légitimes". Ainsi il tend à apporter un correctif à l'article 344 nouveau en tant que celui-ci permet l'adoption par un époux des enfants de son conjoint, même si l'époux adoptant a des enfants légitimes ou des enfants naturels reconnus.

Le projet modifie aussi la fin de l'alinéa 3 qui est actuellement rédigé comme suit : "Le tribunal ... vérifie si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation et si les autres conditions requises par la loi sont remplies". Le projet ne

.../...

mentionne plus la condition de la bonne réputation. Selon l'exposé des motifs, la vérification des justes motifs englobera celle de la réputation de l'adoptant.

Le Conseil d'Etat estime qu'il n'en sera pas nécessairement ainsi dans tous les cas. Il est d'avis que, pour éviter des abus, il n'est pas superflu de maintenir cette condition qui figurait dans le Code Napoléon et que le législateur a jugé opportun de maintenir lors de la modification par la loi du 22 mars 1940 du chapitre relatif à l'adoption.

Le Conseil d'Etat propose de rédiger l'article 355, alinéa 3, comme suit :

"Le tribunal réuni en chambre du conseil statue, après s'être procuré tous renseignements utiles. Il convoque, et entend s'ils comparaissent devant lui, l'époux divorcé ou séparé de corps, non chargé de l'exercice du droit de garde, ainsi que les parents, même de l'adopté majeur, et les enfants de l'adoptant, représentés par un tuteur ad hoc s'ils sont mineurs ou assistés par lui s'ils ont atteint l'âge de 16 ans. Il tient compte de tous les intérêts légitimes et vérifie si la personne qui se propose d'adopter jouit d'une bonne réputation, si l'adoption est fondée sur de justes motifs, et si les autres conditions requises par la loi sont remplies".

+

+

+

.../...

L'article 6 du projet prévoit le remplacement du dernier alinéa de l'article 357.

L'article 357 fut remplacé par la loi du 21 mai 1951. Selon le dernier alinéa de cet article, le dispositif du jugement ou de l'arrêt qui a homologué l'adoption est, après sa transcription dans les registres de l'état civil, "inséré au Moniteur belge à la diligence de l'une des parties".

Selon l'exposé des motifs du projet : "Le dispositif doit, en vertu des articles 355 et 356, mentionner l'identité complète de l'adoptant et de l'adopté. Il s'ensuit que cette publication fait apparaître, le cas échéant, le caractère illégitime de la filiation de l'adopté. Afin de parer aux inconvénients qui en résultent pour les intéressés, le projet prévoit que le dispositif sera publié par extrait.

Le Gouvernement veillera cependant à ce que ces publications soient suffisamment explicites pour sauvegarder les intérêts des tiers".

Le Conseil d'Etat est d'avis que l'importance de la matière et la stabilité des normes y afférentes recommandent que ce soit le législateur qui détermine lui-même les éléments que doit contenir l'extrait en vue de renseigner les tiers au sujet de la modification intervenue dans l'état civil de l'adopté et de l'adoptant (voir X. Carton de Wiart, J.T. 1950, p. 155).

.../...

Il convient d'ailleurs de noter que dans d'autres cas où le législateur a organisé une publicité en faveur des tiers, notamment en matière de séparation de biens et de séparation de corps, il a précisé avec soin les éléments qui devaient être rendus publics (articles 872 et 880 du Code de procédure civile).

+

+

+

L'article 7 du projet remplace les alinéas 5, 6 et 7 de l'article 360, qui traite de la révocation de l'adoption.

L'alinéa 7 nouveau est rédigé comme suit :
"Après transcription, le dispositif de la décision est inséré par extrait au Moniteur belge".

Cette disposition appelle la même observation que celle formulée au sujet de l'article 357 nouveau, c'est-à-dire qu'elle omet également d'indiquer les éléments que l'extrait doit contenir.

Au surplus, le projet omet de déterminer qui doit demander la publication de l'extrait au Moniteur belge.

Comme le ministère public peut demander la révocation de l'adoption, il y aurait lieu de prévoir que la publication a lieu "à la diligence de l'une des parties ou du ministère public".

Het ontwerp strekt tot wijziging van hoofdstuk I van titel VIII van boek I van het Burgerlijk Wetboek, handelend over de aanneming. .

Dit hoofdstuk kwam tot stand door de wet van 22 maart 1940 en, voor enkele bepalingen die vooral op de inhoud van de vonnissen en arresten tot bekrachtiging betrekking hebben, door de wet van 21 mei 1951.

.

+

+

+

In het stelsel der aanneming brengt het ontwerp geen essentiële wijzigingen aan. Bij de vervanging van gehele artikelen van de thans geldende wetgeving gaat het meer om coördinatie dan om de strekking van de ontworpen wijzigingen.

+

+

+

Het ontwerp vervangt artikel 344 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit artikel bepaalt aan welke vereisten de aannemende persoon moet voldoen om te kunnen aannemen. Deze vereisten blijven dezelfde in het ontwerp. Maar er komt een afwijking van de algemene voorwaarden bij voor een bijzonder geval, namelijk "wanneer het de aanneming geldt van het kind van een der echtgenoten door de andere echtgenoot of gelijktijdig door beide echtgenoten".

.../...

Voor dit geval vermindert het ontwerp de voor de aannemende persoon vereiste leeftijd van 35 jaar op 21 jaar en het leeftijdsverschil tussen aannemende en aangenomene van 15 op 10 jaar. Bovendien vervalt in dit geval de eis, dat de aannemende persoon geen wettige afstammelingen of erkende natuurlijke kinderen heeft.

Uit de memorie van toelichting blijkt, dat een der eerste oogmerken van het ontwerp is de aanneming van natuurlijke kinderen, zelfs uit overspel of bloedschande geboren, in zo ruim mogelijke mate toe te laten, zodat zij een statuut krijgen dat het statuut van het wettige kind zo dicht mogelijk benadert. Aanneming verleent aan de aannemende persoon onder meer de ouderlijke macht met alle gevolgen van dien; aan de aangenome verleent zij het recht om tot de nalatenschap geroepen te worden.

Onder de huidige wetgeving is aanneming alleen geoorloofd wanneer de aannemende persoon noch wettige afstammeling, noch erkend natuurlijk kind heeft, behalve wanneer het om de aanneming van dit kind gaat.

Vervalt, zoals in het ontwerp, deze eis, voor de aanneming van het kind van een der echtgenoten door de andere echtgenoot of door beide echtgenoten tegelijk, dan wordt het mogelijk natuurlijke kinderen aan te nemen na de geboorte van wettige kinderen, dus ten nadele van dezen, namelijk wat hun erfrechten betreft.

.../...

Door artikel 5, dat artikel 355 van het Burgerlijk Wetboek wijzigt, tracht het ontwerp de nadelige gevolgen, die artikel 344 ten aanzien van de vóór de aanneming geboren kinderen kan hebben, enigszins te verhelpen. Het correctief bestaat hierin, dat de rechtbank, alvorens de aanneming te bekrachtigen, deze kinderen moet dagvaarden om zich over hun rechtmatige belangen te laten voorlichten.

De faciliteiten welke het ontwerp toestaat voor de aanneming van het kind van een der echtgenoten door de andere echtgenoot of door beide echtgenoten tegelijk, zijn afhankelijk van het bewijs, dat de aan te nemen persoon "het kind van een der echtgenoten" is.

Behalve in het bijzondere geval, dat de vader in de akte van erkenning van het kind de naam van de moeder heeft aangewezen, in welk geval een gevestigde rechtspraak artikel 336 van het Burgerlijk Wetboek zo interpreteert, dat de afstamming ten opzichte van de moeder kan worden afgeleid uit een door haar hoe dan ook, zelfs stilzwijgend, gedane bekentenis, kan de natuurlijke afstamming, volgens de economie van het Burgerlijk Wetboek, alleen blijken uit een bij authentieke akte gedane erkenning of uit een vonnis (artikelen 334 en 341 a). Bloedschendige of overspelige afstamming, die volgens de wet niet mag worden vastgesteld (artikel 335), kan van haar kant niet dan toevallig blijken uit een vonnis, als gevolg van de toepassing van andere wetsbepalingen, zoals die welke op de echtscheiding betrekking hebben.

.../...

Het ontwerp beoogt geen verandering op dit punt. Het gevolg zal zijn, dat de gunstiger aannemingsvoorwaarden welke het invoert, niet kunnen worden ingeroepen wanneer de afstamming van de aan te nemen persoon niet op een der even genoemde wijzen is vastgesteld.

+

+

+

Artikel 2 van het ontwerp vervangt artikel 347 van het Burgerlijk Wetboek, dat de terugslag van de aanneming op de naam van het aangenomen kind regelt.

Volgens het huidig artikel 347 ontvangt het aangenomen kind door de aanneming de naam van de aannemende persoon, door toevoeging ervan aan zijn eigen naam. Indien de bij het kontrakt van aanneming betrokken partijen het eens zijn, kan de naam van de aannemende persoon in de akte van aanneming ook zonder meer aan het aangenomen kind worden gegeven, zonder aan dezes eigen naam te worden toegevoegd. Tenslotte wordt, wanneer aannemende en aangenomene dezelfde naam hebben, geen enkele wijziging in de naam van het aangenomen kind aangebracht.

Het ontwerp neemt die bepalingen over, maar voegt er nieuwe aan toe, meer in 't bijzonder voor het geval dat twee echtgenoten hetzij gelijktijdig, hetzij na elkaar, een zelfde persoon aannemen. Het ontwerp bepaalt, dat in dit geval "alleen de naam van de man wordt toegevoegd aan of in de plaats gesteld van de naam van het aangenomen kind volgens het bij de voorafgaande leden gemaakte onderscheid".

.../...

De zeer bondige tekst maakt het vrij moeilijk de verschillende toestanden welke hij moet regelen uit elkander te houden. Door te verwijzen naar "de aanneming door twee echtgenoten, hetzij samen, hetzij afzonderlijk" schijnt hij bovendien buiten zijn toepassingsgebied te sluiten het geval dat de eerste aanneming zou hebben plaats gehad op een tijdstip waarop de eerste aannemende persoon niet in de echt verbonden was met de tweede aannemende persoon, wat niet met de bedoeling van de Regering strookt.

Om deze redenen, en in het licht van de in de memorie van toelichting gegeven commentaar alsook van de inlichtingen die tijdens het onderzoek van het ontwerp werden ingewonnen, stelt de Raad van State voor, het derde lid van artikel 347 in drie leden te splitsen en deze als volgt te lezen :

"Wanneer twee echtgenoten samen een aanneming verrichten, wordt alleen de naam van de man toegevoegd aan of in de plaats gesteld van de familienaam van het aangenomen kind.

Wanneer de man tijdens het huwelijk iemand aanneemt die door zijn vrouw reeds vóór of tijdens het huwelijk is aangenomen, wordt de naam van de vrouw in de naam van het aangenomen kind vervangen door de naam van de man, tenzij de partijen, ingeval het aangenomen kind zijn familienaam heeft behouden, overeenkomen de naam van de man in de plaats te stellen van de samengestelde naam die het aangenomen kind uit zijn eerste aanneming heeft.

.../...

De aanneming door de vrouw, in de loop van het huwelijk, van iemand die reeds door haar man is aangenomen, blijft zonder uitwerking, ten aanzien van de naam van het aangenomen kind".

Krachtens het vierde lid van het nieuw artikel 347 kunnen de partijen, wanneer het kind van de man door zijn echtgenote wordt aangenomen, in de akte van aanneming overeenkomen dat generlei wijziging in de naam van het aangenomen kind zal worden aangebracht.

Volgens de memorie van toelichting wil het ontwerp aldus "de erkende natuurlijke kinderen en de wettige kinderen eenvoudigweg de naam van hun vader laten behouden niettegenstaande ze door diens echtgenote of tweede echtgenote werden aangenomen".

Het spreekt vanzelf, dat deze bepaling ook toepassing zal kunnen vinden wanneer de kinderen door de man bij een vroeger huwelijk gewettigd zijn, en wel krachtens artikel 333 van het Burgerlijk Wetboek.

Het ware nuttig de in de memorie gegeven toelichting op te nemen in de bepaling zelf die het ontwerp in artikel 347 wil invoegen.

Dit kan als volgt :

"Ingeval de vrouw het wettige kind van haar man of het door hem erkend natuurlijk kind aanneemt, kunnen de partijen in de akte van aanneming overeenkomen generlei wijziging aan te brengen in de naam van het aangenomen kind".

Het laatste lid van het nieuwe artikel 347 maakt geen onderscheid tussen de aannemingen welke vóór de inwerkingtreding van de wet zijn gedaan en die welke in de toekomst zullen plaats hebben.

.../...

Het gevolg zal zijn, dat alle wettige kinderen wier vader vóór de inwerkingtreding van de wet is aangenomen, van rechtswege de naam zullen krijgen die hun vader bij de aanneming heeft ontvangen.

Mocht de Regering van oordeel zijn, dat de gevolgen van deze bepaling ten aanzien van de bij de inwerkingtreding der wet verkregen aannemingen dienen te worden verzuacht, dan zou de bepaling dienovereenkomstig moeten worden aangepast.

Artikel 348, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek zegt :

"Werd de aanneming door twee echtgenoten gedaan, dan worden de in de vorige alinea aangeduide rechten uitgeoefend overeenkomstig de regelen die op de wettige vader en de wettige moeder van toepassing zijn".

Het ontwerp voegt aan deze bepaling toe: "Dit geldt eveneens wanneer een der echtgenoten het kind van de andere echtgenoot aangenomen heeft".

Volgens de memorie van toelichting, "strekt deze nieuwe bepaling ertoe te vermijden dat de aanneming voor de wettige ouder of zelfs voor de natuurlijke ouder het verlies van al de rechten van de ouderlijke macht zou medebrengen".

In de huidige stand van onze wetgeving immers is alleen de aannemende persoon ten opzichte van het aangenomen kind met de ouderlijke macht bekleed.

De bepaling welke het ontwerp aan artikel 348 toevoegt, zal onmiddellijke toepassing vinden, dit wil zeggen dat zij op verkregen toestanden toepasselijk zal zijn. Zo zal de vader die ingevolge de toepassing van artikel 348 de ouderlijke macht over zijn afstammeling heeft verloren, deze opnieuw uitoefenen zodra de wet in werking treedt.

Artikel 5 van het ontwerp vervangt het derde lid van artikel 355 van het Burgerlijk Wetboek.

Dit artikel regelt de aannemingsprocedure in de fase vóór de rechtbank van eerste aanleg, en duidt, in het derde lid, in de eerste plaats de personen aan die moeten worden gedagvaard om door de rechtbank te worden gehoord.

Het ontwerp voegt hier een nieuwe categorie van personen bij, namelijk de kinderen van de aangenomen persoon, en bepaalt nader dat de rechtbank het haar opgedragen nazicht doet "met inachtneming van alle rechtmatige belangen". Op die wijze wil het een correctief aanbrengen op het nieuwe artikel 344, in zover dit de aanneming door een echtgenoot van de kinderen van de andere echtgenoot toelaat, ook wanneer de aannemende echtgenoot wettige of erkende natuurlijke kinderen heeft.

Het ontwerp wijzigt verder het slot van het derde lid, thans luidend als volgt : "De rechtbank gaat na of de persoon die voornemens is aan te nemen, een goede faam geniet en of de andere bij de wet vereiste voorwaarden zijn vervuld". In het ontwerp komt de eis betreffende de goede faam niet meer voor. Volgens de memorie van toelichting zal het onderzoek van de billijke redenen ook de faam van de aannemende persoon bestrijken.

.../...

De Raad van State is van oordeel, dat dit niet noodzakelijk in alle gevallen zo zal zijn. Hij acht het ter voorkoming van misbruiken niet overbodig, deze voorwaarde uit de Code Napoleon te behouden, zoals de wetgever ook heeft menen te moeten doen toen hij bij de wet van 22 maart 1940 het hoofdstuk betreffende de aanneming wijzigde.

De Raad van State stelt voor, artikel 355, derde lid, als volgt te lezen :

"De in raadkamer vergaderde rechtbank doet uitspraak na alle dienstige inlichtingen te hebben ingewonnen. Zij roept op, en hoort, indien deze voor haar verschijnen, de uit de echt of van tafel en bed gescheiden echtgenoot die niet met het recht van bewaring is belast, alsook de ouders, zelfs van de meerderjarige aangenomene, en de kinderen van de aannemende persoon, die door een voogd ad hoc worden vertegenwoordigd indien zij minderjarig zijn of door hem worden bijgestaan indien zij de leeftijd van 16 jaar hebben bereikt. Zij houdt rekening met alle rechtmatige belangen en gaat na of degene die voornemens is aan te nemen een goede faam geniet, of de aanneming op billijke redenen berust en of aan de andere bij de wet gestelde voorwaarden is voldaan".

+
+ +

.../...

Artikel 6 van het ontwerp strekt tot het vervangen van het laatste lid van artikel 357.

Artikel 357 is door de wet van 21 mei 1951 vervangen. Volgens het laatste lid van dit artikel wordt het beschikkend gedeelte van het vonnis of van het arrest dat de aanneming heeft bekrachtigd, na overschrijving in de registers van de burgerlijke stand, "in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt ten verzoeken van één der partijen".

De memorie van toelichting zegt hierover :

"In het beschikkend gedeelte moet krachtens de artikelen 355 en 356 de volledige identiteit van de aannemende en van de aangenomen persoon worden vermeld. Daaruit volgt dat die bekendmaking bij voorkomend geval de onwettige afstamming van het aangenomen kind doet uitschijnen. Ten einde de bezwaren uit de weg te ruimen die hieruit voor betrokkenen voortvloeien, bepaalt het ontwerp dat het beschikkend gedeelte bij uittreksel zal worden bekendgemaakt.

De Regering zal er evenwel voor waken dat die bekendmakingen voldoende duidelijk zullen zijn om de belangen van derden te vrijwaren".

Wegens het belang van de materie en met het oog op de vastheid in de desbetreffende normen, adviseert de Raad van State, dat de wetgever zelf zou bepalen welke gegevens het uittreksel moet bevatten ten einde derden in te lichten over de wijziging in de burgerlijke stand van aannemende en aangenomene (zie X.Carton de Wiart, J.T.1950, blz.155).

.../...

Overigens moge in herinnering worden gebracht, dat de wetgever in andere gevallen waarin hij openbaarmaking ten gorieve van dorden heeft voorgeschreven, met name inzake scheiding van goederen en scheiding van tafel en bed, zorgvuldig heeft aangegeven welke de gegevens waren die openbaar moesten worden gemaakt (artikelen 872 en 880 van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering).

+

+ +

Artikel 7 van het ontwerp vervangt het vijfde, zesde en zevende lid van artikel 360, dat de herroeping van de aanneming behandelt.

Het nieuwe zevende lid luidt als volgt :

"Na de overschrijving wordt het beschikkend gedeelte van de beschikking bij uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt".

Bij deze bepaling moet hetzelfde worden opgemerkt als bij het nieuwe artikel 357, namelijk dat hier evenmin is aangegeven welke gegevens het uittreksel moet bevatten.

Het ontwerp zegt bovendien niet, wie de bekendmaking van het uittreksel in het Belgisch Staatsblad moet aanvragen.

Aangezien de vraag tot herroeping kan uitgaan van het openbaar ministerie, zou moeten worden bepaald dat de bekendmaking gebeurt "ten verzoeken van een der partijen of van het openbaar ministerie".

chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

sieurs : F.LEPAGE,
Heren :

conseiller d'Etat,
raadsheer van State,

président
voorzitter

J.COYETTE,
G.VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

A.BERNARD,
Ch.VAN REEPINGHEN,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

J.CYPRES,

greffier adjoint,
adjunct-griffier,

greffier
griffier.

La concordance entre la ver-
a française et la version néer-
daise a été vérifiée sous le
trôle de M.LEPAGE. Le rapport
té présenté par M.VAN ASSCHE,
iteur.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H.LEPAGE. Het verslag werd
uitgebracht door de H.VAN ASSCHE,
auditeur.

GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.CYPRES.

(s.) F.LEPAGE.